

Belgique

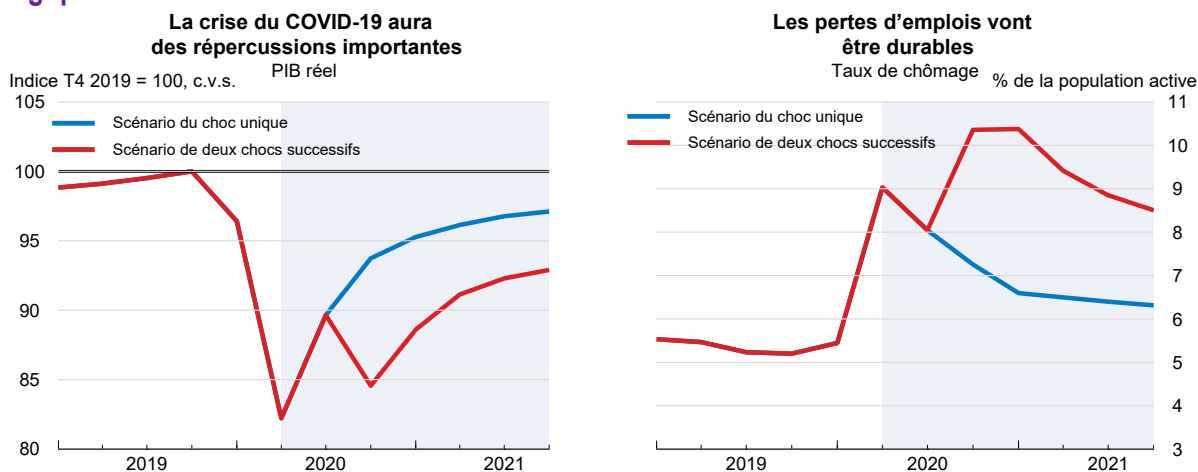
Si une seconde vague pandémique survient d'ici la fin de l'année (scénario de deux chocs successifs), le recul du PIB va atteindre 11 % en 2020, tandis qu'il s'approchera de 9 % s'il n'y a pas de nouvelle pandémie (scénario du choc unique). Dans les deux cas, le PIB devrait rester nettement inférieur à son niveau d'avant la crise à la fin de 2021. La reprise sera beaucoup plus faible dans le scénario de deux chocs successifs, qui implique des pertes permanentes de revenus et d'emplois plus élevées et une dégradation beaucoup plus marquée de la situation financière des entreprises, facteurs qui pèseront d'autant plus sur la consommation et l'investissement.

Pour éviter une résurgence de la pandémie, les autorités publiques doivent lever les mesures de confinement prudemment, appliquer des contrôles adéquats sur l'activité et mener une stratégie active de dépistage, de traçage et de soin. Il est également essentiel d'assurer une bonne coordination entre les différents niveaux de gouvernement du système fédéral. Parallèlement au dispositif de chômage temporaire, qui devra être étendu autant que nécessaire, le gouvernement devra envisager de renforcer les aides ciblées aux entreprises viables qui rencontrent des problèmes de trésorerie temporaires, notamment en faisant en sorte que la hausse considérable de l'épargne des ménages soit mieux canalisée, de manière à éviter une vague massive de faillites.

La pandémie a été contenue

Les premiers cas de COVID-19 ont été confirmés au début du mois de mars et les infections se sont rapidement propagées ensuite. Le nombre de nouveaux cas confirmés a atteint son pic début avril, et depuis lors, le nombre d'hospitalisations a baissé de plus de 80 %. Le système de soins de santé a correctement géré l'augmentation du nombre de patients, notamment ceux admis en soins intensifs dans les hôpitaux, tandis que les résidents des maisons de retraite ont été relativement plus touchés. Jusqu'à présent, le gouvernement a octroyé des ressources supplémentaires sous la forme d'avances aux hôpitaux (0.2 % du PIB).

Belgique



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139024>

Belgique : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Belgique: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	430.2	1.9	1.5	1.4	-11.2	3.4
Consommation privée	221.1	1.8	1.5	1.1	-15.8	6.5
Consommation publique	100.1	0.0	1.0	1.8	-0.4	-0.3
Formation brute de capital fixe	99.9	1.3	4.0	3.2	-20.4	6.4
Demande intérieure finale	421.1	1.3	2.0	1.8	-13.3	4.6
Variation des stocks ¹	4.0	-0.1	0.3	-0.4	0.3	0.1
Demande intérieure totale	425.1	1.2	2.2	1.3	-12.7	4.7
Exportations de biens et services	341.6	5.3	1.2	1.1	-11.7	3.3
Importations de biens et services	336.5	4.4	2.1	1.0	-13.6	4.9
Exportations nettes ¹	5.1	0.7	-0.7	0.1	1.5	-1.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.7	1.5	1.5	0.5	0.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.2	2.3	1.2	0.3	0.2
IPCH sous-jacent ²	—	1.5	1.3	1.5	0.9	0.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.1	6.0	5.4	8.2	9.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.7	-0.8	-1.9	-11.0	-8.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	120.6	118.5	121.6	143.2	147.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	101.8	99.9	98.7	120.3	124.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.2	-1.4	-1.2	0.3	-1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique. La divergence statistique représente 5.3% du pourcentage de variation en 2019.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137295>

À la mi-mars, le gouvernement a instauré un confinement dans tout le pays. Les habitants ont été contraints de rester chez eux, ne pouvant sortir que pour se rendre au travail et pour les achats essentiels du quotidien. Pendant la même période, les magasins et commerces de détail non essentiels ont fermé et les entreprises ont été obligées de cesser temporairement leurs activités, exception faite de celles qui pouvaient mettre en place le télétravail et assurer l'éloignement physique des personnes. Ces mesures ont été progressivement assouplies à partir de début mai, mais les activités qui nécessitent des contrôles stricts concernant la taille des rassemblements n'ont pas encore été autorisées à reprendre.

L'économie a été durement éprouvée

L'activité économique a chuté fortement depuis l'instauration du confinement sur le territoire national. Les ventes ont baissé d'environ un tiers en moyenne au cours des dernières semaines, mais dans des secteurs tels que la restauration et l'hôtellerie, leur chute a dépassé 80 %. Les projections estiment que l'activité économique s'est contractée d'environ un quart pendant le confinement par rapport à une période normale. La confiance des entreprises s'est notablement érodée, principalement dans les secteurs des services, et 65 % environ des entreprises ont reporté leurs projets d'investissement. Actuellement, un quart de l'ensemble des salariés sont en chômage temporaire. La confiance des consommateurs a elle aussi fortement baissé, un quart des ménages ayant accusé une perte de revenus d'au moins 10 % depuis le confinement.

Belgique : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Belgique: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	430.2	1.9	1.5	1.4	-8.9	6.4
Consommation privée	221.1	1.8	1.5	1.1	-12.5	10.0
Consommation publique	100.1	0.0	1.0	1.8	-0.9	0.2
Formation brute de capital fixe	99.9	1.3	4.0	3.2	-15.9	11.8
Demande intérieure finale	421.1	1.3	2.0	1.8	-10.6	7.9
Variation des stocks ¹	4.0	-0.1	0.3	-0.4	0.3	0.0
Demande intérieure totale	425.1	1.2	2.2	1.3	-10.0	7.8
Exportations de biens et services	341.6	5.3	1.2	1.1	-9.1	7.0
Importations de biens et services	336.5	4.4	2.1	1.0	-10.5	8.8
Exportations nettes ¹	5.1	0.7	-0.7	0.1	1.1	-1.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.7	1.5	1.5	0.5	0.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.2	2.3	1.2	0.4	0.7
IPCH sous-jacent ²	—	1.5	1.3	1.5	1.0	0.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.1	6.0	5.4	7.4	6.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.7	-0.8	-1.9	-8.6	-3.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	120.6	118.5	121.6	138.2	135.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	101.8	99.9	98.7	115.3	112.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.2	-1.4	-1.2	-0.1	-1.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique. La divergence statistique représente 5.3% du pourcentage de variation en 2019.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137314>

Des mesures correctement ciblées pour une relance efficace

En mars, le gouvernement fédéral a préparé un ensemble de mesures budgétaires représentant entre 1.7 et 2.1 % du PIB, composé principalement de reports de paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale et de quelques aides directes au revenu. Les allocations allouées aux chômeurs temporaires ont été augmentées et un « revenu de remplacement » a été instauré pour les travailleurs indépendants. Au total, combinées aux compensations octroyées aux entreprises par les autorités régionales, ces mesures devraient exercer un effet stimulant sur le PIB estimé à environ 1 %. Le gouvernement fédéral et le secteur financier ont mis en place un régime de garantie des nouveaux crédits et lignes de crédit équivalent à 10.7 % du PIB, qui pourrait aggraver la situation des finances publiques à l'avenir si ces garanties sont appelées. La banque centrale a assoupli un certain nombre de mesures prudentielles, supprimant notamment le volant de fonds propres contracyclique. Par ailleurs, les entreprises viables et les travailleurs indépendants pourront bénéficier d'un report de leurs remboursements de crédit jusqu'à la fin du mois de septembre 2020.

Une résurgence de la pandémie retarderait la reprise

La pandémie devrait avoir de lourdes répercussions sur l'économie. En cas de résurgence du virus, l'économie déjà affaiblie aura une moindre capacité à absorber un nouveau choc, ce qui accentuerait les effets d'hystérèse. Dans les deux scénarios, les mesures de chômage temporaire feront rempart aux suppressions massives d'emplois dans un premier temps. Toutefois, ces dispositifs ne pourront pas être permanents et le taux de chômage augmentera nécessairement, en particulier dans le scénario de deux chocs successifs, pour s'établir à des niveaux historiquement élevés. Dans un contexte d'amenuisement des bénéfices et de hausse de l'incertitude, l'investissement ne repartira que graduellement, particulièrement dans le scénario de deux chocs successifs. La consommation privée ne se relèvera que timidement, les ménages hésitant à augmenter leurs dépenses, ce qui se traduira dans les deux scénarios par un taux d'épargne élevé. Ce tassement de la demande conduira à une inflation très faible dans les deux scénarios (0.7 % et 0.2 % en 2021). En 2021, l'endettement public (au sens de Maastricht) en pourcentage du PIB atteindra 112.4 % et 124.9 % dans les deux scénarios respectifs, sapant les progrès accomplis sur la voie de l'assainissement depuis la crise financière mondiale.

Il existe d'importants risques de révision à la baisse des prévisions, dans la mesure où 27 % des entreprises anticipent des problèmes de liquidité dans un horizon de trois mois et où 8 % redoutent des problèmes de solvabilité. À l'inverse, une sortie plus rapide que prévu de la pandémie permettrait un rebond plus franc.

D'autres interventions publiques pourraient être requises

Pour éviter la hausse massive du chômage ainsi que des faillites d'entreprise et la fragilisation du système financier, le gouvernement pourrait étendre le régime de garantie aux crédits de refinancement, voire accorder des crédits-relais directement, comme le font déjà certaines autorités régionales. Dans ce contexte, il devra cibler les entreprises confrontées à des problèmes de liquidités à court terme mais qui seraient viables dans d'autres circonstances ; quelque 7 % des PME et 3 % des grandes entreprises avaient déjà atteint le risque de défaillance maximum avant la crise en raison de leur endettement et de leur faible capacité de remboursement. Pour créer les conditions d'une reprise robuste, le gouvernement devrait réfléchir aux moyens de canaliser la hausse substantielle de l'épargne privée, par exemple en renforçant les crédits d'impôt au titre de l'investissement dans les PME. Le gouvernement devrait s'abstenir d'instaurer une mesure fiscale régressive, telle qu'un taux de TVA réduit pour la restauration et l'hôtellerie, secteurs qu'il est préférable d'aider en augmentant les compensations déjà accordées par les autorités régionales, lorsque cela est nécessaire. Les différents niveaux de gouvernement devraient également accroître leurs investissements dans l'écologisation de l'économie, en particulier pour réduire la pollution atmosphérique, la pandémie actuelle ayant montré qu'une pollution élevée de l'air représentait une grave menace pour la santé.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Belgique », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/04afb06f-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.